

Unité départementale de l'Aisne
25 rue Albert Thomas
02100 Saint Quentin

Saint Quentin, le 12/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ARF

22 rue Jean Messenger-BP 40137
59330 Saint-Remy-Du-Nord

Références : ARFchauny_RAPVI_24_440
Code AIOT : 0005100154

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/10/2024 dans l'établissement ARF implanté 9 Route de Soissons ZI de la Soudière 02300 Chauny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARF
- 9 Route de Soissons ZI de la Soudière 02300 Chauny
- Code AIOT : 0005100154
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'inspection concerne les conditions de rejet atmosphérique du point de rejet principal. Les valeurs limites qui s'appliquent à cet émissaire sont celles de l'arrêté préfectoral d'autorisation ainsi que

celles issues de l'arrêté du 12/01/21 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets à compter du 3 décembre 2023.

Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Éléments de contexte	Autre du 11/04/2024, article /	Sans objet
2	Ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 07/02/2017, article 3.2.1	Sans objet
3	Ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 12/11/2021, article 3.2.1	Sans objet
4	Valeurs limites d'émission – autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 07/02/2017, article 9,2,1,1	Sans objet
5	Valeurs limites d'émission – autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 07/02/2017, article 3.2.2.1	Sans objet
6	Indisponibilité des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 07/02/2017, article 3.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite lors du premier jour du contrôle inopiné permet de s'assurer des conditions d'exploitation et des conditions du contrôle.

Les résultats de ce contrôle ne sont pas encore connus lors de la rédaction de ce rapport, et en cas de dépassement, l'exploitant devra en analyser les causes et proposer des actions pour revenir à la conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Éléments de contexte

Référence réglementaire : Autre du 11/04/2024, article /
Thème(s) : Risques chroniques, contrôles inopiné précédent / conditions de fonctionnement
Prescription contrôlée : Résultats précédents ayant conduit aux contrôles inopinés : Les 25 et 26 janvier 2022, Nox à 221 mg/Nm3 Les 10 et 11 avril 2024, Mercure à 42 µg/Nm3
Constats : Autres résultats pour ces paramètres : Les 16 et 17 juin 2022, Nox à 114 mg/Nm3 et Mercure à 0 µg/Nm3 Les 7 et 8 mars 2023, Nox à 139 mg/Nm3 et Mercure à 0 µg/Nm3

Les 10 et 11 avril 2024, Nox à 102 mg/Nm³

Le contrôle inopiné se déroule sur deux jours. La première journée est dédiée à la mesure des dioxines sur une durée de 6 heures, la deuxième journée est dédiée aux autres paramètres. D'après l'exploitant, les conditions d'exploitation sont normales. Le mélange de déchets liquides à haut pouvoir calorifique, de déchets liquides à bas pouvoir calorifique et de gaz provenant du recyclage d'aérosol est incinéré. Les fumées sont traitées par injection de bicarbonate, chaux et charbon actif.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Ouvrages de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2017, article 3.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Évacuation des rejets

Prescription contrôlée :

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible.

La dilution des rejets atmosphérique est interdite.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Constats :

L'arrêté d'autorisation décrit à l'article 3.2.2.1 les équipements raccordés :

Décapage thermique par pyrolyse, post combustion, traitement des générateurs d'aérosols et emballages métalliques vides + évènements des cuves de déchets liquides (HPC, BPC et peu inflammables)

Le décapage thermique n'est plus utilisé depuis 2010. Le point de rejet associé n'est plus raccordé à la cheminée.

La trappe pour installer la sonde de mesure est placée après une longueur permettant d'avoir une vitesse d'éjection stable. Il a été observé une vitesse de 19 m/s cohérente avec les mesures précédentes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Ouvrages de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2021, article 3.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement
--

Prescription contrôlée :

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Constats :

La plateforme permet au bureau de contrôle d'installer ses équipements de prélèvement (sonde, pompe, refroidisseur) et de relier une ligne de mesure entre la plateforme et les autres instruments d'analyse.

L'inspection était présente uniquement le jour de mesure de la dioxine.

Pour ce paramètre, le bureau de contrôle assure un suivi de la température au niveau de la cheminée et au niveau de son point de prélèvement. Il relève également le taux d'oxygène et le taux de CO₂ durant la mesure. La section de la buse de prélèvement et la vitesse de prélèvement sont déterminées en fonction de la vitesse d'éjection des gaz.

Les gaz prélevés, après passage sur un absorbant dédié, sont refroidis et les condensats sont collectés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2017, article 9,2,1,1

Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance des émissions
--

Prescription contrôlée :

Mesures en continu :

- Débit / O₂ / vapeur d'eau / pression des gaz / température / poussières totales
- Monoxyde de carbone (CO) / Oxyde d'azote (NO_x)
- Dioxyde de soufre (SO₂) / COT / HCL

Mesures semestrielles :

- Fluorure d'hydrogène
- Cadmium et ses composés + thallium et ses composés

- Mercure et ses composés
- Arsenic et ses composés
- Chrome et ses composés
- Somme des métaux Sb As Pb Cr CO Cu Mn Ni V Sn SE Te

Constats :

Relevés d'une partie des données sur la supervision au poste de pilotage pour les mesures en continu.

HCL 3 mg/Nm³, CO 3,1 et 5,4 mg/Nm³, poussière 0 mg/Nm³

NOx 125 mg/Nm³, So2 38 mg/Nm³, CO2 5,7 %

H2O 17,5 %, COT 3,1 mg/Nm³, débit 34227 Nm³/h

La valeur pour le SO2 est proche de la VLE, les autres chiffres n'appellent pas de remarque.

Les mesures semestrielles n'ont pas été évoquées lors de l'inspection avec les agents de production.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2017, article 3.2.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission

Prescription contrôlée :

Arrêté préfectoral en vigueur du 7/02/2017

Moyennes journalières en mg/Nm³.

- VLE poussière 5 / VLE COVT non définie / VLE CO 30 / VLE HCL 8 / VLE HF 1 / VLE SO2 40
- VLE Nox 170 / VLE NH3 non définie / VLE Cd+TI 0,05
- VLE Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Ni+V (Sn,Se,Te,Mn) 0,5
- VLE Hg 0,05 / VLE As 0,05 / VLE Cr 0,1

Les VLE (mg/Nm³) de l'arrêté ministériel du 3 décembre 2023 applicables sont identiques à l'arrêté en vigueur exceptées pour :

- COVT 10
- CO 50
- Cd + Tl 0,02
- Hg 0,02
- Nox 150 (voir ci-après).
- Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Ni+V pour une VLE à 0,5
- As et Cr pas de VLE

Constats :

Les dernières transmissions des données de l'autosurveillance n'appellent pas de remarque.

Les paramètres Nox et mercure ont été évoqués lors de la dernière visite. Les réponses attendues permettront de conclure sur les suites à donner (modification ou pas de la fréquence pour le mercure, révision ou pas de la VLE pour les Nox). Les autres paramètres n'appellent pas de remarque.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Indisponibilité des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2017, article 3.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Indisponibilité des installations de traitement

Prescription contrôlée :

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

La durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des installations d'incinération, de traitement ou de mesure des effluents atmosphériques pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs limites fixées au chapitre 3.2 du présent arrêté ne peut excéder quatre heures sans interruption. La durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à 60 heures. .../...

Constats :

L'ensemble des traitements de fumées était opérationnel au moment de la visite. L'exploitant dispose de moyen d'injection manuel en cas de défaillance.

Type de suites proposées : Sans suite